



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2020 - Avenant n°9 à la convention signée avec l'État - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, elle a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements à financer. Ces avenants conditionnent la notification par l'Etat et l'Agence Nationale de l'Habitat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Au terme de l'année 2020, le prévisionnel de création de logements sociaux publics s'établit à 1 748 logements, soit en baisse par rapport au prévisionnel fixé à 2 276 en début d'année. Ces perspectives de production font suite à un bilan 2019 favorable compte tenu du contexte de fin de période triennale (1 981 logements) et sont comparables au niveau constaté en 2018 (1 688 logements).

Cette chute s'explique notamment par l'inscription d'une partie des opérations devant initialement bénéficier d'un financement de droit commun objet de la présente délibération, sur les lignes budgétaires non déléguées du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) dans le cadre de la reconstitution de l'offre. Mais elle est également consécutive à la crise sanitaire et aux retards opérationnels induits, laissant espérer un report des programmes sur 2021. Les chiffres définitifs de la construction neuve en 2020 permettront d'établir si la part sociale demeure conforme aux objectifs du PLH 2019-2024, qui fixe un minimum de 30% à 36% selon les groupes de communes de logements locatifs sociaux à produire par an en moyenne lissée.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 1 390 logements, contre 1 794 prévus initialement. Toutefois, la programmation en logement ou hébergement dédiés à des personnes défavorisées, mobilisant des financements en PLAI spécifiques, est supérieure au prévisionnel initial et très supérieure aux objectifs du PLH (environ 180 logements pour 487 programmés). Neuf nouvelles structures collectives seront ainsi créées dont :

- une résidence accueil à destination de personnes souffrant de handicaps psychiques située à Clapiers ;
- deux pensions de famille destinées à des personnes en grande difficulté d'insertion réalisées dans le cadre du Plan Logement d'Abord, ainsi qu'un centre d'hébergement d'urgence pour femmes seules ou avec enfant, un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA), deux résidences sociales généralistes et l'extension d'une troisième, situées à Montpellier ;
- une pension de famille située à Saint Jean de Védas.

La dotation nécessaire à leur financement est ainsi ramenée 7 428 400 €, contre 7 761 000 € délégués initialement.

Les PLS, au nombre de 358 dans le bilan prévisionnel 2020, sont composés de 85 logements familiaux, contre 209 prévus initialement, et 273 PLS spécifiques permettant de financer la création de quatre résidences autonomie (ex. logements foyers pour personnes âgées non dépendantes) situées Montpellier, ainsi que la reconstruction d'un Foyer Occupationnel à destination de personnes handicapées prenant place à Grabels.

Ainsi, l'avenant n°9 de fin de gestion a pour objet de prendre en compte la dotation définitive 2020, ainsi que les objectifs correspondants, selon la répartition suivante :

Types de financement	objectifs PLH 2019-2024 adopté le 18 novembre 2019	Rappel objectifs initiaux 2020 délégation	Objectifs révisés 2020 délégation
PLAI familiaux	environ 465	485	312
PLAI spécifiques	environ 180	407	487
PLUS	environ 855	902	591
PLS familiaux	environ 150	209	85
PLS spécifiques	environ 225	273	273
TOTAL	entre 1790 et 1960	2 276	1 748

PLAI : *prêt locatif aidé d'intégration*

PLUS : *prêt locatif à usage social*

PLS familiaux : *prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)*

PLS spécifiques : *prêt locatif social spécifiques – logements étudiants et foyers*

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 90 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le nouveau PLH (17% de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun), contre 252 initialement.

S'agissant des aides à la rénovation des logements privés anciens, les objectifs et dotations n'étant pas définitivement arrêtés, ces derniers feront l'objet d'une délibération spécifique à intervenir lors d'un prochain Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°9 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-146995-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3MProjet Avenant 9_fin de gestion .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.